

Dans les écoles, les collèges, les lycées et les universités françaises
Mais aussi dans toute l'Europe (Allemagne, Autriche, Suisse, Italie, Angleterre, Hongrie...)

Le monde de l'enseignement se mobilise contre la casse des services publics d'éducation

Combattre le plan licence pour retrouver des L1 vraiment disciplinaires !

Depuis la rentrée 2009 à Paris 12, de nouveaux programmes ont été établis pour les L1 de l'UFR LLSH qui n'ont plus, en général, que 6h30 de cours hebdomadaire dans leur discipline. Il y a un appauvrissement de la formation dans chaque domaine et cette situation risque de se généraliser aux autres années de la licence. À Paris 12, c'est le conseil de gestion de l'UFR qui a choisi la mise en place de ces programmes. Mais c'est avant tout la conséquence d'une réforme nationale : le Plan Licence. Pour retrouver des L1 avec une prédominance des disciplines choisies, combattons le plan licence !

Faire reculer la « masterisation » !

La masterisation désigne la nouvelle formation des futurs enseignants. Elle pose un nombre de problèmes conséquents dont: une masse de travail supplémentaire pour les étudiants souhaitant devenir enseignants, qui accumulent partiels, mémoire de recherche et concours ; des stages en responsabilité, jusque alors rémunérés et nécessaires à l'apprentissage de la pédagogie, qui se retrouvent optionnels et fortement diminués, mais aussi sous-rémunérés. **Ces cursus de plus en plus longs excluront tout étudiant aux moyens modestes !**

Par ailleurs, la masterisation permet à l'Etat d'embaucher les étudiants ayant réussi leur Master 2 mais n'ayant pas eu le concours (les « reçus-collés »), en tant que vacataires. **A terme c'est le concours et le statut de la fonction d'enseignant qui sont menacés** : ces enseignants sous contrats à durée déterminée se retrouveront dans une situation précaire, sous-payés, pieds et poings liés, à la merci des potentats locaux sans la garantie d'un concours national.

Réforme du lycée et des universités : une même logique désastreuse !

Dans les médias, c'est surtout la question de la fin de l'histoire-géo en terminale S qui prédomine dans les débats sur la réforme du lycée. Mais il faut bien comprendre qu'il ne s'agit que d'un artefact, un arbre qui cache une forêt bien plus vaste : **les suppressions de postes continuent** et pour que cela ne se voit pas Sarkozy et Chatel ont décidé de diminuer le nombre de cours. Ils préconisent aussi de faire intervenir des étudiants ou des personnes extérieures pour tout ce qui est langues ou cours d'art plastique.

Le bac est menacé peu à peu de perdre son caractère national : l'évaluation des langues se fera par contrôle continu. Le changement des filières n'est pas non plus acceptable car il demande aux lycéens de s'orienter de plus en plus tôt notamment en répondant aux envies des entreprises, par exemple instaurant des cours de droit ou de communication en L. Avec la réforme de la carte scolaire, cette réforme à terme réalisera le vœu de la classe dirigeante : **des bons lycées pour leurs enfants, des lycées-poubelles pour les autres !**

Du processus de Bologne à la LRU.

Toutes ces réformes ont une seule et même origine: la LRU (votée, rappelons-le, dans le dos des étudiants à l'été 2007). Celle-ci met en place l'autonomie financière des universités qui doivent alors **faire appel aux capitaux privés** (entreprises), leur offrant par la même occasion **un droit de décision sur la vie universitaire**. Par ailleurs, il y a la création d'un système d'« emprunt étudiant », qui risque de conduire à leur endettement avant même leur entrée dans la vie professionnelle, alors **qu'il faudrait au contraire augmenter le nombre des bourses et leur valeur**. De plus, **devant la baisse de leurs moyens, les universités seront amenées à augmenter fortement les frais d'inscription** (comme c'est déjà le cas ailleurs en Europe) pour pouvoir boucler leurs budgets. La LRU elle-même a une origine : le *processus de Bologne* mis en place au niveau européen pour prétendument concurrencer les universités américaines. **Des universités de premier rang pour la bourgeoisie, de seconde zone pour le peuple !**

Une CNU (Coordination Nationale des Universités) a été convoquée le lundi 25 janvier afin d'élaborer une réponse commune aux attaques gouvernementales actuelles.



Pour nous contacter :

- agec.contact@gmail.com
- <http://www.agec94.org>

N'hésitez pas à nous contacter pour n'importe quel problème. Il y a en particulier des élus AGEC au Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire (CEVU) et au Conseil de gestion (CG) de l'UFR de Lettres, Langues et Sciences Humaines (LLSH).

L'AGEC, qu'est ce que c'est ?

Tout d'abord : l'**Association Générale des Etudiants de Créteil**. Nous sommes des étudiants de toutes les filières de Paris XII. Partant du constat que les intérêts matériels et moraux des étudiants de Paris XII ne sont pas défendus concrètement par les autres syndicats, nous avons décidé de constituer un syndicat local de lutte pour défendre nos intérêts coïncidant avec l'intérêt général.

Notre syndicat est un **syndicat de lutte présent au quotidien** sur Créteil. Nous n'hésitons pas à nous baser sur des actions concrètes et en établissant des **rapports de force** autant au sein des institutions « démocratiques » de PXII qu'à l'extérieur de celles-ci pour **défendre nos intérêts** en tant qu'étudiants et ceux de nos enfants : une « **université émancipatrice** et la reconnaissance d'un **droit universel à l'éducation** ».

Pourquoi luttons-nous ?

Nous **dénonçons les politiques néolibérales** mises en place en France (et en Europe) et la **casse généralisée du service public**. Nous **refusons la mise en concurrence de la société dans son ensemble** au profit des puissants et l'appauvrissement général des étudiants et travailleurs.

Nous luttons contre l'application à Paris XII de ces politiques gouvernementales et européennes : notre université ne doit pas être privatisée, ni partiellement ni totalement. La concurrence entre les filières et entre les universités n'amènera qu'une baisse de qualité, une diminution des moyens et des effectifs globaux selon la seule sélection du porte-monnaie. Nous sommes enfin solidaires des luttes menées par les travailleurs de notre université.

AGEC, UNEF, Cé... Qu'est ce qu'a l'AGEC de si particulier ?

Depuis des décennies, les **syndicats « cogestionnaires »** (c'est-à-dire les syndicats s'appuyant uniquement sur les pseudo-institutions « démocratiques » de la fac pour mieux la « gérer ») **ne défendent plus les étudiants**. Nos conditions de vie et d'étude se dégradent de jour en jour et les autres syndicats n'agissent plus dans l'intérêt des étudiants mais dans le leur propre et dans la préservation du petit pouvoir qui leur a été accordé.

Nous sommes un syndicat de lutte et non un syndicat cogestionnaire. Nous avons fait le constat que seule la lutte paie et que **l'on ne peut combattre des politiques et des projets en cautionnant les institutions servant à les mettre en place** et à les appliquer. Nous refusons toute négociation avec qui que ce soit qui aboutirait à la baisse des droits étudiants : **nous luttons**, sur tous les terrains. Ainsi, **l'AGEC dérange le petit jeu de l'Université** : voilà maintenant 4 mois que nous attendons l'autorisation de l'Université pour nous y domicilier, 4 mois qu'ils nous mettent administrativement des bâtons dans les roues.

Se syndiquer à l'AGEC !

Se syndiquer à l'AGEC, c'est rejoindre un groupe uni dans la volonté de contrecarrer les projets de destruction du service public d'éducation et **d'œuvrer pour une université émancipatrice, gratuite et de qualité, ouverte à tous**. Les militants de l'AGEC n'ont de comptes à rendre, à l'inverse de beaucoup d'organisations étudiantes, à aucune direction nationale, à aucun parti politique. **Ils sont ainsi leurs propres maîtres et se financent indépendamment**. L'intérieur même du syndicat est régi selon les règles de **démocratie directe** : il n'y a pas de hiérarchie, tous les mandats sont impératifs et révocables. Les exécutants sont les décideurs et vice-versa : tous les membres réfléchissent, décident et exécutent les actions afin d'instaurer une autre université.

Aux dernières élections au Conseil de Gestion de l'UFR de LLSH, l'AGEC a obtenu 45 % des voix et la majorité absolue sur le CMC. Merci : nous nous sommes mis au travail !